

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 112 (1967)
Heft: 8

Artikel: La jeunesse universitaire et le devoir militaire [fin]
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343376>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pour autant procurer aux Etats-Unis la supériorité voulue et comporterait, quant à ses conséquences à longue échéance, tant d'inconnues qu'il vaut mieux s'abstenir, pour l'instant du moins.

Premier-lieutenant D. Brunner

La Jeunesse universitaire et le devoir militaire

(fin)¹

Les idéologies pacifistes

En 1963, Olof Gigon écrivait dans *Hochschule und Landesverteidigung* la chose suivante: « Dogmatischer Pazifismus und offener Antimilitarismus sind in der Schweiz praktisch nicht existent. » Cette idée me semble quelque peu optimiste; un pacifisme clairement exprimé est rare chez les universitaires, car ceux-ci craignent de se voir évincer des places d'Etat à cause de cette prise de position; cela vaut surtout pour les juristes et les étudiants en lettres. Si je me réfère à mes expériences personnelles, j'ose avancer qu'un pacifisme larvé se rencontre assez souvent chez les universitaires romands. Il est malheureusement impossible d'articuler un chiffre, mais les cantons de Neuchâtel, de Vaud et de Genève me semblent les plus atteints.

Il peut paraître bizarre que les universitaires se laissent si souvent prendre par les utopies pacifistes. Le colonel EMG H. Verrey a bien posé le problème dans un de ses articles:

L'étudiant est souvent un neuro-végétatif (...) des problèmes d'éthique (...) suscitent ses réactions souvent aveugles à l'égard du fait atomique et par voie de conséquence envers tout ce qui est guerre, arme, armée; il ne sait et ne veut pas faire de discriminations. (...) trop ouvert aux idées nouvelles et certes salutaires d'une Europe et d'un monde fraternels, il est alors contre des conceptions qui nous semblent naturelles (...) ²

¹ Voir R.M.S. juillet 1967.

² Chevaux de bataille, *Revue militaire suisse*, mars 1966, p. 122.

Je crois distinguer parmi les étudiants deux sortes de pacifistes: ceux qui veulent que la Suisse montre l'exemple au monde en désarmant, et ceux qui pensent qu'il n'y a plus le moindre danger de guerre en Europe, aux frontières de la Suisse et que celle-ci peut donc supprimer son armée.

Ceux qui proposent que notre pays donne le bon exemple et montre sa force morale de pays neutre en supprimant tous ses moyens de défense semblent les plus utopistes. Ils oublient que des conflits ont éclaté depuis l'époque des cavernes, et que, selon les termes du chanoine F. Boillat, « La guerre a toujours existé. La nature humaine ne changera pas. La guerre existera donc toujours. Un Etat doit pourvoir à sa défense militaire en tout temps. »¹ On doit tenir compte de la brutalité des passions humaines comme le fait Robert de Traz: « Toute civilisation, dans le monde imparfait et brutal de l'histoire, doit être protégée par la force. » Un autre argument du chanoine Boillat condamne ce premier genre de pacifisme:

Utopie le désarmement unilatéral? Oui, sans doute. L'armée devient le rempart de la liberté, mais encore faut-il qu'elle ne s'ébranle qu'au service d'une cause juste, (...) jamais pour la pure conquête.

Je crois que les conditions restrictives posées par l'auteur sont remplies en Suisse où l'armée a de strictes missions défensives.

Certains universitaires pensent avec bonne foi, semble-t-il, que l'armée suisse n'a plus sa raison d'être, puisqu'un conflit entre Etats européens n'est plus à craindre; ils admettent qu'une armée forte nous était nécessaire jusqu'aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, à cause des tensions franco-allemandes. Les deux sociologues qui ont écrit *Les attitudes politiques* donnent à cette idée un démenti absolu:

le rapprochement franco-allemand après la seconde guerre mondiale (...) s'est réalisé presque inconsciemment dans un monde où les antagonismes entre Européens ont perdu leur caractère décisif et où le Rhin n'est plus qu'une frontière « désacralisée ». Il reste à savoir si ces transformations sont durables, si le peu de « relief » d'une attitude

¹ La société au service de la personne, p. 380.

politique ne tient pas quelquefois à une sorte de « refoulement » individuel ou collectif et si l'attitude ne se réveillera pas à l'occasion, d'autant plus violente et plus incontrôlée qu'elle était contenue jusque-là (...).

On ne trouve pas beaucoup d'objecteurs de conscience chez les universitaires. Un autre malaise règne dans les rangs des étudiants; nombreux sont ceux qui ressentent de la sympathie pour les objecteurs condamnés pour refus de servir et qui militent pour la création d'un service civil. D'autres prétendent que le service civil n'a pas sa raison d'être, vu que les objecteurs peuvent accomplir leur service dans une troupe sanitaire non armée. Mais certains objecteurs ne veulent même pas aider et soigner des soldats parce que ceux-ci pourraient grâce à leurs soins reprendre le combat. La majorité des universitaires pense que la solution idéale consisterait à incorporer ces objecteurs dans les rangs de la PA, une troupe qui dépendrait des cantons et non plus de l'armée et qui aiderait la population civile lors de bombardements ou de séismes. En conclusion à cette brève étude des différentes idéologies qui marquent l'étudiant dans ses conceptions du service militaire, je citerai un passage pris dans un article du colonel EMG H. Verrey:

Ce désintéressement et même cette attitude négative, voire hostile est bien sûr engendré, alimenté, renforcé par cette recrudescence des campagnes ouvertes ou larvées et cette large diffusion de la propagande par toutes les voies et dans tous les milieux contre tout ce qui de près ou de loin touche à la défense nationale. Les jeunes, les étudiants et les employés des villes y sont très sensibles.

L'influence accordée aux mouvements antimilitaristes par l'auteur me semble exagérée. Je ne crois pas que ce désintéressement ait uniquement cette cause; il serait plutôt dû à notre niveau de civilisation générateur d'individualisme égoïste. Examinons l'importance de notre stade de développement et essayons de voir s'il influe sur les conceptions militaires des étudiants.

Le rôle de la civilisation

Les attitudes politiques, que je citais plus haut, posent le problème de la façon suivante: « Faut-il admettre que les valeurs *privées* exerceraient une influence dominante chez les jeunes des pays les plus développés et institutionnalisés alors que le pouvoir contraignant des valeurs nationales serait beaucoup plus fort chez les jeunes des pays en voie de développement ? » Il faut, je le crois, admettre cette hypothèse: plus un pays est civilisé, moins les citoyens s'intéressent à la vie nationale. Dans ces conditions, le désintéressement et l'hostilité envers l'armée ne sont plus qu'une conséquence du fait mis en valeur par Meynaud et Lancelot. L'armée est l'institution la plus atteinte par cette attitude parce qu'elle exige de la part du citoyen un dévouement et un travail non rétribués; de par sa structure, elle s'oppose à tout égoïsme: le soldat doit penser à ses camarades, le chef à ses subordonnés. Cette obligation est en contradiction flagrante avec l'individualisme de notre époque.

Cette attitude semble plus prononcée chez les étudiants que dans les autres couches de la jeunesse. Le haut niveau économique de notre pays incite à se faire une belle situation; cette recherche paraît même le seul et unique idéal de beaucoup d'étudiants qui se spécialisent dans des domaines de plus en plus restreints. Par conséquent, ces universitaires ont tendance à critiquer tout ce qui les force à sortir de leur univers. Un haut degré de civilisation implique des relations nombreuses avec l'étranger; ces contacts déterminent à la longue un certain cosmopolitisme qui influe sur la manière de penser des universitaires.

Le prestige de l'étranger

Fritz Bürki écrit: « Les étudiants s'intéressent davantage à l'étranger qu'à leur patrie. »¹ La Suisse leur semble trop petite et ils veulent penser européen oubliant que l'Europe ne

¹ *Rapport sur les examens pédagogiques des recrues en 1964*, p. 20.

peut se faire qu'à partir des patries. Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de cette tendance: elle est de tous les temps. Quand vient l'heure du danger, chaque citoyen se rend compte que son pays lui tient fortement à cœur; mais quelquefois cette constatation arrive trop tard. Les Suisses, habitants d'un pays au territoire restreint, ont souvent admiré avec exagération les systèmes politiques des grandes puissances européennes; au XVIII^e siècle, des écrivains comme Albert de Haller le remarquaient déjà:

Ebloui par l'éclat de la France, il [Héliodore] méconnaît sa patrie (...) Il méprise tout ce que nos aïeux ont conquis dans le sang de l'Autriche (...) il raille l'étroitesse de nos frontières; les lois sont bonnes pour les paysans, et paraître au Conseil est au-dessous de lui ¹.

Le fait n'est pas nouveau, nous venons de le voir; de plus, il n'est pas propre à notre pays seulement. Louis Bodin ² rapporte que l'Angleterre, en 1930, souffrait de la désaffection des intellectuels qui admiraient toutes les puissances sauf la Grande-Bretagne.

Essayons maintenant d'évaluer le prestige qu'exerce l'étranger sur les étudiants; un fait saute aux yeux: l'universitaire romand est plus tourné vers l'étranger que son confrère alémanique. Le *Rapport sur l'examen pédagogique des recrues 1960* nous donne les chiffres suivants: 37% des étudiants romands lisent un journal étranger, alors que le 8% seulement des universitaires suisses-allemands en fait de même. Et dans un journal, quelle est la rubrique préférée de l'étudiant suisse? Le tableau suivant, extrait de la même source, éclaire la situation:

<i>Rubriques</i>	Suisses-allemands	Romands	Suisses-italiens
politique étrangère	48,6 %	52,9 %	41,5 %
affaires communales	13,3 %	10,8 %	20,0 %
politique fédérale	27,2 %	22,5 %	16,8 %
politique cantonale	10,8 %	14,0 %	21,7 %

¹ *La Corruption des mœurs* (1731).

² Louis Bodin, *Les intellectuels*, « Que sais-je? », p. 55.

Cette statistique basée sur les réponses d'environ 150 étudiants de chaque langue ne peut indiquer qu'une tendance, et il faudrait des milliers de réponses pour approcher de la réalité. Que peut-on déduire ?

Depuis la première moitié du XIX^e siècle, l'ordre des intérêts politiques a bien changé; de 1800 à 1850, les affaires cantonales passionnaient beaucoup plus la masse que les problèmes fédéraux. On s'opposait à l'armée en tant qu'incarnation du pouvoir central, et aujourd'hui, on lui en veut parce qu'on pense « européen » et qu'elle représente une force nationale. D'autre part, seule une minorité d'étudiants s'intéresse vraiment à notre vie nationale; rares sont ceux qui se documentent à fond sur nos problèmes politiques, économiques et militaires et qui sont aptes à discuter les décisions officielles. Je ne blâme pas un étudiant qui a examiné avec conscience la question de la nécessité de notre armée, et qui arrive à la conclusion qu'elle ne sert à rien. C'est à nous, partisans d'une neutralité armée, de modifier son opinion, car s'il est probe et loyal, comme le posait mon hypothèse, il se rendra à nos raisons si elles s'avèrent convaincantes.

Mais je critique sévèrement les universitaires qui vivent en cœur et en esprit dans tel ou tel pays d'Europe et qui ne veulent plus rien avoir de suisse. Cette tendance me rappelle la biographie qu'un instituteur vaudois écrivait au début de son école de recrue: il démolissait systématiquement tout ce qui pourrait se qualifier de suisse pour louer tout ce qui se fait à l'étranger. Cet exemple et quelques autres « curriculum vitæ » d'instituteurs m'incitent à dire que, lorsqu'un ancien élève de l'école normale est antimilitariste, il soutient sa position avec beaucoup plus de hargne et de fanatisme qu'un universitaire.

La masse du peuple ne ratifie pas cette admiration outrée pour l'étranger et tient à son génie propre. Chaque partie de la Suisse s'oppose politiquement au voisin auquel elle ressemble le plus. Les Suisses-allemands ont craint le totalitarisme de l'Allemagne, les Romands le jacobinisme de la France, les Tessinois le fascisme italien.

Les facteurs internes

Rappelons-nous ce texte de Robert de Traz cité au début de ce travail et le dialogue de cet étudiant qui déclarait l'armée inutile; cet universitaire disait au cours de la même discussion: « Ma place n'est pas ici. » Cette phrase pourrait s'expliquer ainsi; notre intellectuel pense dans le fond de son cœur: « Un petit employé ou un paysan peuvent bien faire les efforts qu'exige l'armée; moi, on devrait m'en dispenser car je suis bien supérieur à ces gens. » Cette simple phrase « Ma place n'est pas ici » trahit tout un côté orgueilleux de certains étudiants. Cet orgueil ou ce dédain, Ph. du Puy de Clinchamps le définirait dans son livre ¹ comme du « snobisme universitaire ». Il arrive quelquefois que l'antimilitarisme de certains étudiants soit l'expression d'un snobisme. On veut se distancer du « vulgaire » qui accepte les devoirs de la défense nationale; on ne veut plus consentir ce que *tout le monde* admettait jusqu'à nos jours. Messieurs Meynaud et Lancelot voient la même démarche dans certaines attitudes politiques:

L'idée inspire des attitudes, mais ce sont aussi des attitudes qui l'ont façonnée, et lui ont donné son contenu actuel. ²

Quelquefois, cette envie de se faire remarquer, de se distinguer de la masse pousse à commettre les pires grossièretés: un gymnasien de bonne famille passe son recrutement. Il s'efforce de réussir la mention afin d'avoir la possibilité de choisir l'arme dans laquelle il fera son service, il y parvient. Arrive le moment de la remise des diplômes; notre gymnasien reçoit le sien, et ne trouve rien de plus pressé que de le déchirer sous les yeux de l'officier de recrutement. Il voulait montrer, proclamait-il à tous vents après l'incident, que l'armée lui semblait une chose stupide. Cette façon d'agir ne montre-t-elle pas une bonne dose de snobisme ? Cet étudiant a voulu se distinguer et montrer que lui au moins osait afficher ses opinions.

¹ *Le snobisme*, « Que sais-je? ».

² *Les attitudes politiques*, p. 100.

Certains critiquent aussi l'armée parce qu'ils jugent qu'elle n'apprécie pas assez vite leurs brillantes capacités. Si l'on proposait à des étudiants prétendus opposés à tout service militaire de les nommer directement officiers sans qu'ils passent par une école de recrues, ils accepteraient bien souvent et seraient fiers d'être distingués de la masse.

L'étudiant face aux services d'avancement

En intéressant les universitaires au service, on résoudrait en partie le problème du manque de cadres. Et comment capter l'intérêt des étudiants? A l'école de recrues, si l'on groupait dans une même section les universitaires et les techniciens, on pourrait passer plus rapidement sur certains points de l'instruction, tandis que l'on approfondirait les explications techniques et tactiques. Mais cette solution risque de provoquer des jalousies dans les autres groupes de profession. D'autre part, les futures élites risquent de former un clan fermé et d'accentuer le fossé entre les différentes couches de la jeunesse. Il me souvient d'un incident qui prouve l'existence de ce fossé. Un étudiant en physique nucléaire qui en était à son quatrième semestre d'études lança un soir dans la chambre cette affirmation déplaisante: « L'armée m'ennuie et me dégoûte parce que je suis obligé de côtoyer des gens qui n'ont aucune culture. » Si les étudiants formaient une section dans le cadre d'une compagnie, on verrait peut-être des altercations de ce genre entre les sections. Mais je pense à une autre solution qui consisterait à former dans le cadre de la section des groupes d'universitaires qui travailleraient selon les normes énoncées plus haut ¹.

Les étudiants invoquent très souvent deux raisons pour refuser un service d'avancement: la perte de temps qui résulterait d'une école de sous-officier ou d'officier et les problèmes

¹ Une telle formule nous semble toutefois d'une application délicate, car le brassage social que suscite la vie militaire est précisément, sur le plan humain, l'un des avantages de l'armée (Réd.).

financiers. Ceux qui prétendent perdre du temps dans leurs études obéissent souvent à cet égoïsme, caractéristique des pays hautement civilisés; on peut mener de front des études et un service prolongé sans grandes pertes de temps. La question financière pose un problème plus délicat. Tout d'abord quelques chiffres pris dans *Trente Jours*¹: sur 668 étudiants pris au hasard, le 23,6 % vient d'une famille d'employés et le 3,1 % d'une famille d'ouvriers. Les parents de ces étudiants font de gros efforts pour financer les études de leur fils et ont hâte d'en voir la fin. Ces universitaires doivent travailler durant les vacances, voire pendant le semestre. On comprend donc qu'ils ne puissent se permettre de passer cinq mois au service sans rien gagner, car, comme sous-officier, on ne touche que 350 francs par mois, somme qui suffit juste à payer la rentrée du samedi et quelques sorties en semaine. « Les plus mal lottis sont (...) les étudiants » rapporte la *Revue militaire suisse*². Quel remède apporter ? Les étudiants devraient toucher pendant les services d'avancement le salaire que touche au minimum un manœuvre célibataire.

Pour se rendre compte de la réalité de ce qu'on vient d'énoncer, finissons par un exemple concret. Dans les deux compagnies romandes de l'ER trp. bl. 222 (été 1966) on compte 26 étudiants qui viennent faire leur apprentissage de soldat. A la fameuse question de la biographie « Voulez-vous devenir sous-officier ? », les réponses sont les suivantes :

- 19 non
- 6 oui
- 1 indécision

A noter que sur les six hommes qui ne refuseraient pas d'accomplir une école de sous-officier, on compte quatre Valaisans; le seul qui avoue son indécision est encore un Valaisan. Sur les 19 refus, 12 sont motivés :

- 8 par des raisons financières

¹ juillet 1966, N° 7.

² *Le manque de cadres dans l'armée*, par la SSO, novembre 1957.

- 1 par un manque total d'intérêt pour l'armée
- 1 par un manque de sens du commandement
- 1 par l'âge (l'homme en question est âgé de vingt-trois ans)
- 1 par un départ prochain à l'étranger pour exercer le métier d'ingénieur en aéronautique.

Conclusion

L'appel lancé aux étudiants par le Général Guisan en 1945¹ résonne encore d'une façon pressante en 1967, à une époque où le scepticisme et l'individualisme semblent régner en maîtres. Cet appel résume en quelques phrases des devoirs qui devraient paraître chers à tous les universitaires :

(...) toute communauté a besoin d'une discipline collective, d'une hiérarchie et, au sommet de cette dernière, d'une élite, élite du caractère, élite du cœur.

Etudiants, qui êtes de la Suisse de demain, soyez cette élite. Devenez des chefs qui, par leurs qualités et leur autorité, assureront en face du danger cette union qui est le ciment de l'armature de notre Suisse. Des chefs humains, animés d'un idéal, des chefs qui sauront combiner dans tous les domaines les forces de la nouveauté avec celles des traditions.

(...) Mieux que le scepticisme, votre enthousiasme, votre bon sens, votre valeur morale, votre fermeté et nos traditions séculaires seront vos guides. L'université vous prépare à devenir des hommes. Soyez surtout des caractères. Affirmez, *urbi et orbi*, votre confiance dans les destinées du pays, votre volonté inébranlable de le servir.

On ne sert pas seulement son pays en accomplissant son service militaire, on le sert dans toutes les circonstances de sa vie ; ce « service civil » si je puis m'exprimer ainsi, semble prendre une importance toujours plus grande. L'armée est nécessaire, mais des intellectuels profondément attachés à leur pays le sont aussi, car selon les termes de Camus :

L'esprit ne peut rien contre l'épée, mais l'esprit uni à l'épée est le vainqueur éternel de l'épée tirée pour elle-même.²

Lieutenant HERVÉ DE WECK

¹ Discours prononcé à l'Université de Lausanne, lors de sa nomination au grade de docteur honoris causa de la Faculté de Droit, novembre 1945.

² Albert Camus, *Lettres à un ami allemand*.